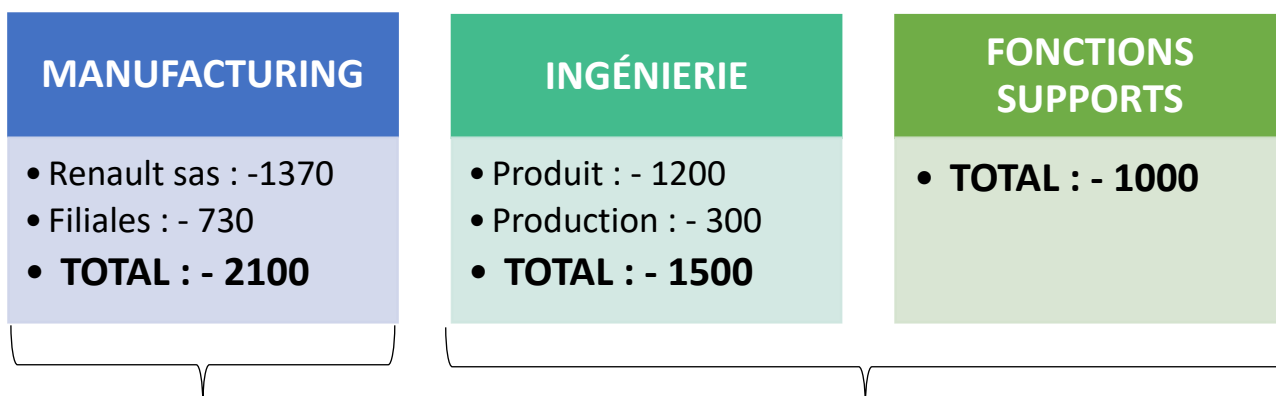


Projet d'économies de 2 Milliard € : retour CCSE du 16 juin

Les élus du Comité Central Social et Économique ont reçu un dossier concernant le projet du plan d'économies de Renault et ses conséquences en France. La **consultation officielle du CCSE** se déroulera le 29 juin. **C'est à ce moment-là** que vos élus CFE-CGC pourront intervenir et questionner la Direction sur ses choix et ses motivations.

Voici la répartition des 4600 postes supprimés sur la période 2020-2022 issue du projet :



Estimation :
DA 2020 + départs naturels
2020-2022 : 1700 pers

Estimation : DA 2020 + départs naturels 2020-2022 : 1750 pers

La direction a réaffirmé qu'il y n'y aurait pas de licenciement et souhaite mener des échanges avec les partenaires sociaux afin d'envisager les meilleures issues possibles pour les salariés.

Le dossier apporte plus de précisions sur la partie Manufacturing que sur la partie Ingénierie. Les éléments suivants sont toujours, à ce stade, des hypothèses de la Direction :

Flins :

- Le site continuera à produire la MICRA jusqu'en 2023 et la ZOE jusqu'en 2024.
- Le site se développera selon 6 thématiques entre 2021 et 2024 :

▶ Activités liées à la Conception	▶ Centre de formation
▶ Activités Manufacturing et Supply Chain	▶ Activité après-vente
▶ Activité Commerciale	▶ Activités liées à l'économie circulaire

Une commission paritaire de Projet va être mise en place.

Choisy :

- La direction affirme que la taille du site et son implantation ne permettent pas le développement de l'ensemble des activités liée à l'économie circulaire à terme, tout en reconnaissant l'expertise de ses salariés dans leur domaine.

L'ensemble de l'activité actuellement à Choisy serait transféré à l'horizon de 2021-2022. La Direction souhaite travailler et partager ce calendrier avec les acteurs.

Douai / MCA :

- Création d'ici 2024 d'un pôle d'excellence VE dans le nord du territoire, disposant d'un volume suffisant pour garantir sa performance et sa pérennité.
- Ce regroupement permettrait de sécuriser la VTU dans un contexte de volumes très incertain.

Les échanges ont été initialisés le 10 juin lors d'une réunion qui s'est déroulée à Maubeuge entre les acteurs locaux, centraux et politiques.

Fonderie de Bretagne :

- Malgré de forts investissements entre 2011 et 2016 (90 M€), l'équilibre économique n'a pas été atteint compte tenu d'un marché de fonderie fonte en réduction constante.
- Il y a nécessité de trouver d'autres marchés, y compris en dehors de l'automobile.

Seule une revue stratégique est proposée.

Dieppe :

- Les ventes 2019-2020 sont significativement en retrait par rapport aux objectifs visés.
- La mise en conformité de l'A110 avec la réglementation GSR2 exigible conduirait à une non-viabilité économique. Il n'est pas prévu de véhicule dérivé de la plateforme actuelle.
- Les études prospectives de futurs véhicules Alpine pourraient s'appuyer sur la plate-forme EV déjà localisée à Douai.

Proposition par la Direction de réflexions paritaires sur les activités du site à l'horizon de la fin de vie de l'A110, impliquant largement les collaborateurs et les partenaires sociaux du site.

Ingénierie :

- 5 domaines d'amélioration de la performance :
 - Simplification gamme – Convergence Alliance – Réduction diversité composants
 - Ressources
 - Efficacité des validations
 - Effet Alliance
 - Frais généraux et dépenses administratives de l'ingénierie
- La France aurait les activités à fort contenu innovant, la recherche fondamentale, les activités Projet amont avec les compétences et emplois correspondants.
- Le plan permettrait à la France de demeurer durablement le centre de haute technologie du Groupe, jouant un rôle essentiel de pivot à l'échelle mondiale.

La CFE-CGC n'attend pas le 29 juin pour agir !!!

Lors du CCSE vos élus ont voté une Expertise par un cabinet extérieur pour pouvoir les éclairer dans cette période cruciale d'échanges.

En local, nous participons déjà à des Expertises et en demanderons de nouvelles pour les sites concernés par ce projet. En particulier, nous allons demander une expertise spécifique sur le domaine de l'Ingénierie / Tertiaire pour la région de l'Ile-De-France.

D'autres actions seront mises en œuvre dans les prochains jours.

La CFE-CGC souhaite qu'un dialogue social de qualité soit réinstauré et que la Direction accorde le temps nécessaire à ce projet de réduction des coûts fixes !